

CIBLE

PAPILLON

Pour sa publicité, une grande banque française nous raconte l'édifiante histoire du battement de l'aile du papillon japonais qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences chez nous s'il n'y avait les analystes de la dite banque...

Comme toujours, la publicité reste étrangère au dur principe de réalité. La qualité des experts français n'est pas en cause, mais bien la prétendue loi du marché. Les marchés « pensent », « jugent », « sanctionnent » - il y en a même qui nous « attendent au tournant » ! Cette manière de dire masque la puissance des forces spéculatives et leur déraison : récemment, il a suffi qu'un hebdomadaire français suggère que M. Balladur pourrait être atteint par les « affaires » pour que les places financières asiatiques spéculent contre le franc...

Faut-il que les hommes politiques et les journalistes se taisent pour ne pas contrarier des « marchés » qui ont pour seule règle le profit instantané et qu'un simple article plonge dans la panique ? Faut-il accepter plus longtemps les conséquences désastreuses de cette folie ?

Droite - Gauche

L'avenir d'un conflit

Principes

**Vertu et
politique**

p. 12

Idées

**Jacques
Maritain**

p.9

Des plans sur la comète

Les sondages constituent en eux-mêmes une manipulation, qui donne lieu à des interprétations bizarres de questions qui ne se posent pas. On s'y perd...

Semaine après semaine, les sondages sur l'élection présidentielle tombent comme autant de verdicts électoraux : Edouard Balladur est élu dans tous les cas de figure, la gauche est dans les choux... L'impression d'un résultat déjà acquis est renforcée par des commentaires qui recèlent d'étonnantes contradictions.

Prenons par exemple *Le Monde* du 12 janvier, qui annonce sur toute la largeur de sa page sept que « pour l'opinion, l'élection présidentielle est déjà jouée ». L'effet est renforcé par le sous-titre, où nous apprenons que c'est le directeur des études politiques de la SOFRES, Jérôme Jaffré, qui commente en personne (1) cette forte affirmation. Balladur président ? Les chiffres semblent sans appel : le Premier ministre obtiendrait entre 25 et 29 % des intentions de vote au premier tour, et 60 % ou plus au second.

Suivent plusieurs colonnes de minutieuses considérations qui conduisent l'imposant Jérôme Jaffré à une très surprenante conclusion. Une fois « l'état des forces » publié et commenté, l'employé de la SOFRES nous donne un dernier élément qui « interdit de tirer des conclusions définitives »... pourtant inscrites en caractères gras dans le titre : « moins de la moitié du corps électoral (48 % exactement) déclare que son choix pour l'élection présidentielle est déjà fixé » - ce que confirmeront des enquêtes ultérieures. Cet ultime élément détruit l'impression d'ensemble et dément le titre : au premier tour, M. Balladur représente 15 % (au mieux) des intentions de vote, au second 30 %. C'est dire que les jeux ne sont pas faits.

La partie est d'autant moins jouée que la technique des sondages est en elle-même pernicieuse, comme le montre

Jean-Pierre Dupuy dans une étude récente (2). Certes, les enquêtes par sondage donnent des résultats statistiques qui permettent de désigner le vainqueur d'une élection qui aurait lieu au même moment : de fait, les sondages « sortie des urnes » ont démontré leur validité. Mais il n'est pas possible de tirer de cette mesure instantanée une prévision scientifiquement établie parce que la prévision d'un fait social modifie le fait en question : dès qu'il est publié le sondage d'opinion entraîne des réactions dans l'opinion, qui peuvent être amplifiées par les commentaires de presse. La pré-sélection par sondages entraîne une pré-sélection médiatique, puisque les médias préfèrent s'intéresser aux deux ou trois principaux candidats plutôt qu'à ceux qui n'ont « aucune chance ». La liberté des électeurs se trouve par conséquent gravement entravée par le jeu complexe des

causes et des effets, et des effets de l'interprétation des causes.

Peut-on accroître la rigueur de la méthode ? Telle n'est pas la question. Comme le montre Jean-Pierre Dupuy, une consultation rationnelle produit tant d'effets compliqués qu'elle nous place dans une situation « indécidable » que seul le vote effectif, selon les procédures démocratiques, peut trancher. Le débat sur la scientificité des sondages et sur la rationalité des choix est sans intérêt car la démocratie place la décision politique sur un autre plan : celui du rituel, de la symbolique, du sacré, du sacrifice.

Moralité : qu'on cesse de confondre les domaines. La démocratie n'est pas affaire de statistiques, la raison politique n'est pas la raison scientifique. Que les militants fassent campagne et que les électeurs votent le jour venu sans se préoccuper des marchands de sondages.

B. LA RICHARDAIS

(1) On notera la confusion des rôles : sous l'apparence universitaire de son titre, c'est l'employé d'une entreprise privée, commanditée par *Le Monde*, qui publie le commentaire journalistique d'une étude à l'apparente scientificité.

(2) cf. *Libération* du 20/1/95 : « De l'incapacité des sondages à choisir le roi ».

Royaliste vous plaît ?

Faites-le connaître à vos amis

3 mois d'essai = 25 F

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Des plans sur la comète - p.3 : Est-ce la chute finale ? - Révision - p.4 : La fin des années Delors - p.5 : Du peso au franc et à l'écu - p.6/7 : Le bel avenir d'un conflit - p.8 : Marché - Le roi en ses pensées - p.9 : Grandeur de Jacques Maritain - p.10 : Armoise - Morny, roi du second Empire - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Des hommes de petites vertus.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Est-ce la chute finale ?

Au répertoire de la direction socialiste, une seule pièce jouée depuis plusieurs années. Sans bruit, les spectateurs quittent la salle.

Au congrès de Rennes, les socialistes ont vécu une véritable tragédie. Il y avait de la rivalité, de la haine, des larmes et des soupirs. Ambitions des chefs, déréliction militante. Et ce désastre intellectuel souterrain, qui préfaçait la déroute morale et l'effondrement électoral.

Les barons du socialisme ne voulaient pas comprendre qu'il existe, dans la monarchie élective comme dans la royauté capétienne, une loi de succession non-écrite qui exige la désignation d'un seul dauphin. Ce devait être Laurent Fabius, dont les autres (Rocard, Jospin) ne voulaient pas. Ce ne peut plus être lui puisque l'affaire du sang contaminé le met provisoirement hors-jeu.

On connaît la suite : d'une défaite à l'autre, des législatives aux européennes, le parcours de Michel Rocard, si pitoyable qu'il en devenait risible : du comique de répétition, dans le registre des actes manqués. Puis le grand acte du recours à Jacques Delors (avec *l'Internationale* en musique de fond) qui provoqua chez les royalistes que nous sommes des sourires inquiets : ainsi, les socialistes se donnaient à un sauveur suprême, sans s'interroger plus avant sur sa tradition et ses convictions ? Fort heureusement, l'homme pressenti revint de Bruxelles pour signifier qu'il n'était pas Bonaparte, l'homme de la « Révo-

lution bottée », mais un bourgeois en pantoufles, un fonctionnaire à la vertu dérisoire.



Le dernier acte, qui se joue depuis le début de l'année, ne provoque ni les larmes, ni le rire, ni même l'intérêt. Les seconds rôles occupent le devant de la scène. On voit un apparatchik mégalomane, qui s'appelle Lionel Jospin. Responsable du tournant manqué du Parti socialiste après 1981, par arrogance et sectarisme impénitent, responsable par obstination du désastre de Rennes, il poursuit son œuvre de destruction. On a vu une bête de scène, Jack Lang, se donner comme il se doit en spectacle avant de s'éloigner des feux de la rampe. On voit un homme qui a l'inconvénient (politique ?) d'avoir de gros sourcils, un regard farouche et une voix râpeuse faire ce qu'il peut pour éviter le naufrage comme c'est le

devoir de tout capitaine. De temps à autre, une voix lugubre égrène un cours de morale. C'est celle de Michel Rocard, qui brocarde le septennat en oubliant qu'il fut Premier ministre trois années durant, qui décrit son parti comme un champ de ruine en oubliant qu'il a posé plusieurs mines... Rocard, l'homme des vengeances amères. Dans le coin des hypocrites, j'allais oublier Jacques Delors, en saint-nitouche de vitrail, qui s'étonne des désordres et du désespoir dont il est le plus récent responsable.

Le tableau d'ensemble consterne les militants socialistes, tandis que les spectateurs quittent la salle sur la pointe des pieds. Il est vrai qu'ils n'ont jamais été vraiment invités, sauf pour l'apothéose finale, lorsque les éminences de la tribune avaient besoin des suffrages.

Par la force des choses, à cause de l'aveuglement de quelques uns, le destin du Parti socialiste n'intéresse plus que les socialistes eux-mêmes. Et encore, il y a, à la base, tant de lassitude et de dégoût... On aurait tort, cependant, de demeurer indifférents, et plus encore de souhaiter la chute finale. Qu'il soit à gauche ou à droite, un grand parti qui s'effondre offre de l'espace au populisme. A défaut de savoir ce qu'il est, et ce qu'il pourrait devenir, le Parti socialiste devrait se souvenir qu'il a encore des responsabilités dans la vie politique nationale.

Sylvie FERNOY

Révision

L'Église catholique romaine n'est pas seulement une institution qui fait de la propagande contre le préservatif, au mépris des impératifs de la santé publique. Ni seulement une organisation hiérarchique qui tance ses rebelles et ses déviants.

L'Église catholique est aussi (surtout) une institution qui défend des valeurs religieuses. Ces valeurs s'inscrivent dans l'universalisme judéo-chrétien dont procèdent historiquement, qu'on le veuille ou non, les principes laïcs de paix, de justice et de liberté. C'est dire l'importance, pour les catholiques et pour ceux qui ne le sont pas, du document publié récemment par le comité épiscopal des migrations. Comme nous l'avons fait pour notre part d'un point de vue laïc et royaliste, le document épiscopal souligne avec une juste sévérité les conséquences de la législation xénophobe mise en œuvre depuis 1993 : séparation forcée des couples, des parents et des enfants ; restrictions au droit d'asile ; clandestins traités comme des malfaiteurs... C'est au nom du droit de la famille, du respect de la personne humaine, de la protection due aux faibles et aux opprimés, que l'épiscopat demande aux pouvoirs publics de « revoir » les lois Pasqua.

Nous ne doutons pas que cette prise de position contre la xénophobie d'État, qui concerne tous les habitants de notre pays, sera plus fortement médiatisée que l'interdiction du préservatif et la sanction prise à l'encontre de Mgr Gaillot qui concernent les seuls catholiques.

A. DELRANCK



« Derniers jours avant la révolution »

Il faut désormais préparer le changement. Pour la justice et la liberté. Pour la ville et la citoyenneté. Pour le travail et la solidarité. Deux siècles après le 14 juillet 1789, un royaliste annonce la révolution afin que nous redonnions sens à l'histoire. C'est bien ce que le monde attend de nous.

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « Derniers jours avant la révolution » au prix de 135 F franco.

Bulletin à retourner à
ROYALISTE, 17, rue des
Petits-Champs,
75001 Paris

La fin des « années Delors »

Après dix ans de présidence, Jacques Delors a quitté la Commission européenne en croulant sous les compliments et les tombereaux de fleurs... Notre bilan sera plus nuancé !

Lorsqu'il arrive à la présidence de la Communauté économique européenne en 1984, Jacques Delors doit non seulement relancer la construction européenne, mais aussi et d'abord asseoir sa légitimité. Parmi les postulants à cette fonction, il n'était pas, le favori. Sa nomination, comme celle de Jacques Santer aujourd'hui, était le résultat d'un compromis. François Mitterrand, en effet, lui aurait préféré son ancien ministre des Relations extérieures Claude Cheysson. Il lui fallait également s'affirmer sur la scène internationale au-delà des frontières de l'Europe, aux États-Unis, notamment, et dans les différentes instances internationales. De ce point de vue, on peut dire qu'il a magnifiquement réussi, du moins si l'on en juge par le concert de louanges qui a salué son départ. Tous les chefs d'État européens et, en France, les responsables politiques de droite comme de gauche, lui ont rendu un hommage qui n'était pas seulement de pure forme.

Pour ce qui est de la relance de la construction européenne, la réussite est plus nuancée. Certes, il faut reconnaître que sous sa présidence, les choses ont bougé. Depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne, de la République d'Irlande et du Danemark en 1973, et le début de la crise économique, l'Europe semblait dans la routine. Jacques Delors allait contribuer à l'en sortir. Il faut

verser à son crédit quatre initiatives qui sont autant de pas sur la route de l'édification européenne : la mise en place de l'Acte unique en 1985, le renforcement de l'union économique et monétaire en 1988, le lancement de l'union politique en 1990 qui aboutira au Traité de Maastricht et le livre blanc accepté en décembre 1993. Dans *L'unité d'un Homme* (1), il raconte qu'il voulait « faire reposer la construction européenne sur trois piliers : la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit ».

Mais il a également essuyé un certain nombre d'échecs. Sur le plan économique, l'Europe n'est toujours pas sortie de la crise et si l'inflation est réduite à son minimum, le chômage continue de battre des records. En matière de politique étrangère, la gestion catastrophique de la crise yougoslave a montré qu'il était impossible d'aboutir, contrairement à ce qu'affirmait Jacques Delors, à une position commune, tant les histoires et les intérêts sont divergents. L'Europe sociale a, quant à elle, été sacrifiée sur l'autel de l'unité de façade. Il a laissé les technocrates, fonctionnaires nommés et non élus, affirmer leur emprise.

D'autre part, un certain nombre de mesures prises sous la présidence Delors, continueront à avoir des conséquences néfastes sur la souveraineté des pays membres. Ainsi, en

est-il sur le plan monétaire avec la création de la monnaie unique et d'une banque centrale européenne. Si, dans ce domaine, les avantages d'un renforcement de la construction européenne ne sont pas contestables, il convient de se poser des questions sur l'orientation que lui a donnée Jacques Delors. La création d'une banque centrale européenne peut être bénéfique si elle contribue à favoriser la croissance des pays européens et à contrecarrer les politiques déflationnistes de certains d'entre eux. Hélas ! compte tenu du contexte idéologique, de la mode libérale et des critères de convergence retenus dans le cadre du Traité de Maastricht (stabilité monétaire, maîtrise de l'inflation, réduction des déficits), il est à craindre que cette création ne fasse qu'entériner la suprématie de la Bundesbank sur ses partenaires. De la même manière, l'apparition de la monnaie unique, telle qu'elle est prévue actuellement est envisagée comme la consécration d'une gestion rigoureuse. Alors qu'elle devrait être le couronnement d'une réussite en matière de croissance et de lutte contre le chômage. Enfin, pour ce qui concerne la politique industrielle, il est regrettable que des projets comme Eureka n'aient pas été favorisés et que la spéculation ait été préférée à l'investissement productif. Si le passage de Jacques Delors à la présidence de la CEE a marqué son époque, ce sera davantage d'une empreinte négative que d'une empreinte positive. D'autant que les dégâts n'ont pas fini de se faire sentir.

Patrice LE ROUË

(1) Entretiens avec Dominique Wolton, Odile Jacob, prix franco : 140 F.

Du peso au franc et à l'écu

Dans les années à venir, la France devra essayer les tourmentes à dominante monétaire sans doute les plus graves du siècle expirant. Pour les affronter il lui faudrait une volonté politique, du courage et un grand dessein.

Il y a trente ans, le 4 février 1965, le Général de Gaulle prenait à bras le corps la question de la réforme du système monétaire international. A peine élu, le Président Pompidou, qui comptait sur la dévaluation refusée par de Gaulle en novembre 1968 pour annuler les conséquences de mai 1968, est pris dans un affrontement entre le mark et le dollar qui peut être considéré comme la première manifestation d'un front commun monétaire européen face aux États-Unis. C'est en porte-parole de l'Europe que le Président français va rencontrer le Président Nixon lors de la fameuse rencontre des Açores en décembre 1971 qui marqua la fin du système de changes fixes instauré en 1944 à Bretton Woods.

Les institutions internationales qui régissaient le système monétaire ont eu beau se reconverter ensuite dans le développement des pays pauvres, à base d'endettement inconsidéré, leur rôle n'a en fait cessé de diminuer face à l'explosion de ce que l'on a appelé l'économie globale et le libre jeu du marché des liquidités qui accroît considérablement le risque et l'ampleur des secousses. Celle du peso mexicain marque une nouvelle date, moins en soi que par la lame de fond qu'elle a provoquée dans toutes les économies dites émer-

gentes, jusqu'à Hong-Kong en passant par Madrid, qui reposent plus que d'autres sur le marché des capitaux privés. En 1989, encore, la moitié des 80 milliards de dollars investis dans les pays en développement était de source privée, en 1994, ils représentaient les trois-quarts de 225 milliards de dollars !

Les investisseurs internationaux sont tout à coup à la recherche d'institutions privées capables de suppléer le cadre juridiquement défaillant du FMI au G7. Un comité s'est même formé pour réinventer Bretton Woods.

Le marché, par définition compétitif, ne suscitera pas de telles structures. Un rafistolage de Bretton Woods, un élargissement de G7 seront comme des cautères sur une jambe de bois. Il faut repartir des nations, des Banques centrales, des mécanismes communautaires. Comme en 1971, le problème n'est pas, comme on prétend en rediscuter à Toronto au G7, de recréer des DTS (Droits de Tirages Spéciaux) par manque de liquidités internationales du FMI par comparaison avec le marché et de les gérer paritairément ; il n'est pas non plus d'apprécier le mark par rapport au franc. Il est de créer un pôle de pouvoir économique et monétaire international à partir duquel s'amorcerait la résistance. C'est l'ancrage exceptionnel du mark qui structure

encore un ensemble européen distinct au sein de l'économie-monde. Il ne faudra pas relâcher le contrôle de la monnaie. L'enjeu de la monnaie unique qui sera le problème crucial de ces dernières années du siècle - et du septennat français - pour l'Europe mais aussi pour l'économie-monde, est celui-là : comment faire, comme pour le jeu de la dissuasion atomique, pour que le pouvoir soit partagé tout en ne remettant pas en cause son unité, que le mark soit européenisé, c'est-à-dire devienne une monnaie internationale, ce qu'il n'est pas, sans que pour autant sa gestion se relâche et se dissolve dans les forces de marché ?

Il y faut une volonté politique, un courage mais surtout un grand dessein. C'est le type même de questions qui ne peuvent pas être laissées aux experts, aux techniciens ni aux théoriciens de l'économie. De comité technique en institut spécialisé, on multipliera les objections, les procédures, les étapes, les délais. Depuis de Gaulle, Kohl est le seul exemple d'un homme d'État qui ait bravé toutes les arguties, toutes légitimes et fondées, des experts en proclamant anti-économiquement mais justement qu'un mark de l'Est égalait un mark de l'Ouest. On attend cela à l'échelle de l'Europe.

Édouard Balladur, l'homme des cercles concentriques ou des cerceaux olympiques (d'hiver) ne nous a donné aucune indication qu'il l'ait compris, ni qu'il y soit prêt.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **GRANDE-BRETAGNE** : Après l'annonce officielle du divorce de Camilla Parker-Bowles, l'amie du prince Charles, et les confidences d'un valet du Prince de Galles, la monarchie britannique a essuyé de nouveau une chute dans les sondages. Selon l'étude menée par l'institut ICM, 54 % des Britanniques pensent que Williams, 12 ans, devrait accéder au trône lorsqu'il aura 18 ans, contre 42 % qui considèrent que son père devrait devenir roi. Pour 56 % des personnes interrogées, contre 37 %, la princesse ferait un meilleur monarque que son frère. Selon le *Sunday Telegraph*, la mauvaise image de la famille royale dans le pays a poussé Buckingham Palace à demander aux représentants de la reine dans tous les comtés de jauger l'opinion publique sur l'état actuel de la monarchie.

◆ **GRANDE-BRETAGNE** : Le Premier Ministre John Major a une nouvelle fois minimisé la portée des difficultés que traverse la monarchie britannique. « De temps en temps, il y a des bourrasques qui, pour une courte période, causent quelques difficultés... mais elles ne font que souligner l'affection, le respect et l'admiration que portent les Britanniques à la Famille royale » a notamment affirmé le Premier Ministre, ajoutant que les Windsor n'étaient en rien « touchés » par ces difficultés, qualifiant la monarchie de « ciment qui unit le pays ».

◆ **JAPON** : Malgré le séisme qui a dévasté la ville de Kōbe et sa région, le prince héritier du Japon, Naruhito, a entamé une tournée officielle dans les pays du Golfe persique. « Le prince héritier était tout à fait désolé, mais dans le même temps, il a estimé qu'une visite dans cette région était d'une grande importance, et il a décidé de partir comme prévu » a déclaré l'ambassadeur du Japon dans les Émirats Arabes Unis. Au cours de ce voyage, le prince Naruhito s'est employé à renforcer les relations du Japon avec les monarchies arabes de la région, qui fournissent 60 % des importations pétrolières du géant de l'industrie asiatique.

◆ **DANEMARK** : Dans un entretien accordé au *Figaro*, le prince consort Henrik de Danemark a défini l'utilité de la monarchie danoise. « Elle a fait ses preuves tout au long de son histoire puisque nous sommes la plus vieille monarchie européenne. C'est un système de gouvernement qui a montré ses capacités pendant presque 1 200 ans. La monarchie est le garant de la démocratie car son principe fondamental est de servir le peuple : nous sommes apolitiques. Le rôle de la reine est arbitral, au-dessus des conflits ou querelles d'intérêts. Nous sommes les souverains de tous les Danois. La monarchie est donc un facteur d'indépendance, de stabilité et de continuité. Nous représentons tout le pays et chaque Danois peut s'identifier moralement à ses souverains. C'est là toute l'importance de notre rôle représentatif. C'est déjà beaucoup ». Le mari de la reine Margrethe II était à Paris pour y être reçu membre associé de l'Académie de Marine par l'Amiral Leenhardt, avant de remettre à Jean de Lambertye le Prix Point de Vue - Châtelains d'Aujourd'hui en présence du Ministre de la Culture, Jacques Toubon.

◆ **RUSSE** : Le mensuel *Reportages* consacre un passionnant dossier à la Russie des Tsars. Tous les aspects de la nostalgie y sont évoqués : renouveau des forces monarchistes, retour d'exil intérieur pour la noblesse d'autrefois, et l'extraordinaire mystère qui entoure les Romanov et leur cruelle fin.

◆ **GRECE** : Le 9 janvier, à Londres, le roi Constantin de Grèce et la reine Anne-Marie ont annoncé les fiançailles de leur fils aîné, le diadoque Paul, avec une riche Américaine, Marie-Chantal Miller. Le mariage orthodoxe sera célébré le 1^{er} juillet dans la capitale britannique.

Jean-Noël Jeanneney est professeur à l'Institut d'études politiques et conseiller régional de Franche-Comté. Il a été notamment président de la Mission du Bicentenaire de la Révolution Française de 1988 à 1990 et secrétaire d'État au Commerce extérieur puis à la Communication. Il vient de publier « *L'Avenir vient de loin* » qu'il a bien voulu nous présenter.

Droite-Gauche

Le bel avenir d'un conflit

■ **Royaliste :** Pourquoi avoir rédigé ce livre ?

Jean-Noël Jeanneney : Ce livre est né de mon refus d'acquiescer à l'idée, émise aujourd'hui par certains, de la fin de l'opposition entre la droite et la gauche. Je pense en effet que ces deux catégories de notre vie politique sont porteuses de forces distinctes et que leur antagonisme a encore un long avenir devant lui. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'est lancée l'idée de l'abolition des différences entre la droite et la gauche. Celle-ci avait déjà été annoncée après la fin du Cartel des gauches, peu avant l'arrivée du Front populaire, et dans les années 60 se sont tenus à Sciences-po des colloques autour du thème de la dépolitisation engendrée, pensait-on à l'époque, par un gaullisme surmontant la division droite/gauche : vous connaissez la suite... Il est vrai néanmoins, et cela sera ma seule concession, que des thèmes qui ont été défendus par l'une peuvent être, sur le moyen terme, repris par l'autre, ainsi de la décentralisation et de la protection de la nature passées de la droite à la gauche.

■ **Royaliste :** A quoi tient selon vous cette persistance de l'opposition entre la droite et la gauche ?

Jean-Noël Jeanneney : L'imprégnation, dans chacune des deux traditions, d'une

mémoire de l'histoire qui lui est propre explique la longévité et la profondeur de l'affrontement droite/gauche en France. Lors de la visite du nouveau Président de la République effectuée en 1981 à la mairie de Paris, j'avais notamment été frappé par l'hétérogénéité des références historiques dans les discours respectifs de Jacques Chirac et de François Mitterrand. Le premier évoquait Sainte Geneviève, Jeanne d'Arc, Étienne Marcel, Henri IV, la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et passait tout de suite à la Libération tandis que le second s'attachait à rappeler les révolutionnaires de 1792, les conventionnels de 1794 et les acteurs des révolutions du XIX^e siècle, la seule référence commune étant celle du Général de Gaulle. La permanence du clivage entre la droite et la gauche s'enracine dans ces représentations différentes de l'histoire qui dessinent l'identité de chaque camp.

■ **Royaliste :** A ce propos, dans votre livre, vous vous efforcez de mieux cerner l'identité de la gauche. Comment avez-vous procédé et quelles sont les conclusions auxquelles vous êtes parvenu ?

Jean-Noël Jeanneney : A partir d'une analyse des actions et des idées développées par différents personnages historiques de la gauche, j'ai voulu aborder des questions qui me paraissent sym-

boliques et cruciales pour cette tradition politique.

Avec Léon Blum, je traite des rapports entre la gauche et le pouvoir. De nombreux hommes de gauche ont entretenu des rapports complexes avec le pouvoir en pensant que leurs idées étaient incompatibles avec son exercice durable. Cette attitude a souvent entraîné des conduites irresponsables qui consistaient à proposer des réformes irréalistes car déconnectées de la dimension temporelle. Certains projets avaient un côté « prends l'oiseille et tire-toi ! » qui ressortait d'une vision pessimiste des rapports de la gauche et du temps. Vision partagée par Léon Blum alors qu'à mon sens ce pessimisme ne se justifiait en rien puisque la gauche a été au pouvoir tout au long de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. J'ajoute qu'en s'appuyant sur les institutions de la V^e République, elle a montré qu'elle pouvait gouverner sur une longue durée et profiter des occasions offertes par une conjoncture pour faire avancer son projet, même s'il lui a fallu parfois recourir au compromis.

■ **Royaliste :** En passant à Jean Jaurès, vous traitez de la notion de progrès...

Jean-Noël Jeanneney : Il était inévitable en effet de discuter de la notion de progrès dans un livre sur les différences entre la droite et la gauche. Et à cet égard, Jean

Jaurès est un remarquable pédagogue. S'il pense en effet que la société n'est pas faite pour rester telle qu'elle est mais qu'elle peut être améliorée et rendue plus égalitaire par la volonté de l'homme, il nous protège néanmoins contre la vision bolchevique d'un progrès achevé et clôturé par la prise de pouvoir du parti unique. Pour lui, le progrès est un effort tendanciel pour atteindre une harmonie sociale fondée sur la justice et la démocratie qui reste un idéal et l'exigence la plus haute du politique. A ses yeux, croire au progrès possible du genre humain ne

consiste pas à décréter que l'arrivée au pouvoir d'un parti ouvrier représente la phase ultime du développement historique. Le progrès selon Jaurès c'est de travailler à la concrétisation d'un idéal jamais complètement réalisé, toujours inachevé.

Disant cela, je ne veux pas non plus « sanctifier » Jaurès, quelque admiration que j'ai pour lui. Clemenceau, trop souvent décrié à gauche, se montre parfois plus tolérant encore que lui. J'en veux pour preuve le débat qui a opposé les deux hommes en 1901-1903 sur l'affaire de l'école et

de la laïcité. Alors que Clemenceau refusait d'accorder à l'État le monopole scolaire, Jaurès voulait interdire l'école privée sous prétexte qu'on ne pouvait laisser enseigner l'erreur aux enfants. Pour Clemenceau, la laïcité devait être le pluralisme et la tolérance, non le combat d'une vérité péremptoire contre un obscurantisme trop vite désigné.

■ **Royaliste :** Avec Victor Hugo vous explorez le thème de la justice...

Jean-Noël Jeanneney : Oui. Si vous avez besoin d'être un peu regonflé par l'air pur de l'esprit civique, je vous recommande la lecture de Victor Hugo. Lisez notamment « *Actes et paroles* » parus dans la collection *Bouquins* qui sont des textes magnifiquement toniques. Hugo m'a intéressé parce qu'il dénonce la peine de mort et milite pour son abolition, préfigurant ainsi le combat de Robert Badinter. J'aime aussi Hugo parce qu'il se méfie des juges. Entendez-moi bien : je me félicite qu'ils puissent maintenant mieux faire leur travail mais je crains également qu'ils sortent de leur rôle et jouent une partition qui n'est pas la leur, rompant ainsi l'équilibre des pouvoirs. Ils peuvent être tentés par l'hybris, par une certaine démesure qui aurait des conséquences néfastes sur l'ensemble de la société. La justice est soumise à tellement d'aléas, nous dit Hugo, que les juges doivent garder dans leur

travail une grande humilité. Reconnaissons en effet qu'ils tiennent entre leur main l'honneur d'un homme ou d'une femme après avoir longtemps détenu le pouvoir de sauver ou de supprimer des vies.

■ **Royaliste :** Vous élaborez une réflexion sur le marché à partir de l'oeuvre de Saint-Simon...

Jean-Noël Jeanneney : Saint-Simon et surtout ses disciples sont au coeur du débat sur l'économie, contre les économistes libéraux qui pensent que la combinaison des intérêts particuliers favorise spontanément la satisfaction de l'intérêt général. Les saint-simoniens estiment au contraire que le bon fonctionnement d'une société ne peut être assuré que si, à côté des valeurs marchandes, sont affirmées des valeurs non marchandes. Ils refusent l'idée de la main invisible chère aux libéraux qui viendrait, grâce au miracle de l'équilibre entre l'offre et la demande, organiser au mieux la société. Il ne s'agit pas pour eux, bien sûr, de refuser le capitalisme mais de savoir ce qu'on en fait. C'est dans cet esprit que Jacques Delors avait déclaré, il y a vingt ans et non sans avoir suscité quelques moqueries à l'époque, que le capitalisme était un socle, un donné à partir duquel seul on pouvait construire une politique de gauche.

Ces idées, j'ai pu moi-même les expérimenter notamment lorsque j'étais en charge de la Communication au Gouvernement et que l'on m'a laissé installer Arte sur le cinquième réseau. J'ai pu constater que dans le domaine audiovisuel le profit s'il est un ressort unique, provoque automatiquement un rabougrissement de l'offre tout comme le maintien d'un monopole d'État produit un autre type d'étiollement. Je crois ainsi au développement des deux secteurs, privé et public, pour éviter cette répétition du même sur le modèle américain et favoriser la diversité de l'offre. Arte a en ce sens réussi car elle n'est pas tombée dans les travers que lui prédisaient ses détracteurs de droite. On la disait inutile, elle a trouvé son public. On la voyait diffuser pour séduire, une culture prostituée et indigente, elle a gardé l'exigence

de la qualité. Par ailleurs, son existence n'a pas empêché les autres chaînes de proposer des émissions culturelles.

■ **Royaliste :** Vous terminez cette série de portraits par les conventionnels avec en arrière-plan l'idée de la nation...

Jean-Noël Jeanneney : J'ai pensé qu'il convenait de saluer l'oeuvre des conventionnels en soulignant leur message universel. Et surtout le fait qu'ils ont souhaité réunir le souci de la nation et la défense d'idéaux universels : l'égalité, la liberté. Pour eux, quiconque luttait pour la liberté méritait de devenir français. Je crois qu'il était bon de rappeler cet aspect de leur action au moment où ont été votées des lois restrictives de droits et discriminatoires à l'égard des étrangers. Je voulais montrer également combien ils étaient, par leur courage et leur générosité, exemplaires pour notre époque. Je n'ignore pas, certes, leurs excès et leurs contradictions. Il était périlleux de vouloir apporter la liberté à la pointe de l'épée. Loin de moi l'idée de les transformer en saints de vitrail !

Pour conclure, je dirais que la droite et la gauche ont encore de beaux jours devant elles, parce que ce ne sont pas des dogmes mais des forces vivantes qui savent évoluer comme l'a montré, je l'espère, l'investigation que j'ai menée dans le patrimoine idéologique de la gauche. Mais je n'ai pas non plus une vision obsessionnelle du clivage droite/gauche : je sais que des oppositions, telles celles provoquées par le débat sur l'Europe, peuvent traverser chaque camp et que des valeurs défendues par l'un peuvent déborder sur l'autre. Je pense toutefois que la pérennité de ce face-à-face est bénéfique pour notre pays et qu'elle contribuera, à condition que les violences verbales puissent être adoucies, à l'épanouissement d'une vie civique riche et imaginative.

Propos recueillis par François VERRAZZANE

Jean-Noël Jeanneney
« *L'avenir vient de loin* »

prix franco 120 F.



Marché

Les économistes et les hommes politiques libéraux nous le répètent sur tous les tons : dans le monde tel qu'il est, il faut être compétitif, performant, efficace, donc savoir sacrifier en tous domaines au critère de l'utilité. Le Marché nous le rendra ! En même temps, un Premier ministre demande qu'on lui fasse confiance - et nous nous souvenons d'Antoine Pinay qui, avec le même mot, redressa (fictivement) la situation économique. Comment la confiance, qui est un élément psychologique ou religieux (*cum fides*, avec foi) peut-elle intervenir dans la dure réalité économique au point de la transformer ?

Cette question procède d'expériences communes : les échanges commerciaux, les prestations de services, l'utilisation du papier-monnaie supposent et mettent en jeu des relations de confiance, reposent sur des contrats ou des quasi-contrats, se développent sur une réputation... A réfléchir sur les actes de la vie quotidienne, on s'aperçoit que la théorie libérale, qui se fonde sur le calcul rationnel de l'intérêt de chacun, est déraisonnable : elle ne tient pas compte de cette condition première et invisible des échanges économiques qui s'appelle la confiance et qui fait intervenir la mémoire, la fidélité, la réciprocité. Sur ce point, comme sur tant d'autres, la dernière livraison de la revue du Mauss est savante et passionnante à la fois.

Y. LANDEVENNEC

(1) Revue du MAUSS, n° 4, 2^e semestre 1994, A qui se fier ? Confiance, interaction et théorie des jeux. Éditions La Découverte/Mauss, - prix franco 180 F.

A l'époque médiévale, comment la royauté française est-elle pensée par les théologiens, les philosophes et les juristes ?

Depuis longtemps dévotés des préjugés sur le Moyen-Age, nous avons à découvrir ou à mieux connaître l'immense richesse de cette longue période, dans tous les domaines de la réflexion et du savoir. Sans que la production des historiens de nos diverses écoles se ralentisse, nous assistons depuis quelques années à une belle renaissance des recherches sur la théologie et la philosophie médiévale - juive, chrétienne et arabe - grâce à Alain de Libéra et Remi Brague notamment. La réflexion sur les questions politiques alors disputées n'est pas moins active, comme en témoigne le récent livre de Jacques Krynen.

Après s'être fait connaître par un ouvrage sur « l'idéal du prince » (1) à la fin du Moyen-Age, cet éminent historien du droit et des institutions a publié un ouvrage majeur que nous avons trop tardé à présenter à nos lecteurs (2). Son ambition ? Comprendre comment, de Philippe Auguste à Louis XI, les idées et les croyances politiques se forment, évoluent, se répondent et se contredisent parfois, en étroite correspondance avec le mouvement général de la pensée médiévale, théologique, philosophique, juridique, dans le souci constant des enjeux immédiats du pouvoir royal et de ce qui est en train de devenir la nation France.

Le Roi en ses pensées

C'est dire l'ampleur de la tâche et sa difficulté, tant la matière est abondante et complexe. L'ouvrage qui en résulte est à tous égards indispensable. Aux historiens et aux philosophes de notre modernité politique, qui y trouveront de savantes analyses sur la naissance de l'État en France, plus précoce que beaucoup ne le croient, sur la genèse de conceptions du pouvoir dont nous demeurons encore marqués, sur l'affirmation du sentiment national, déjà très nette à l'époque médiévale et hors duquel le droit public de la monarchie n'aurait pas lieu d'être.

Les royalistes soucieux de ne pas enfermer la tradition monarchique dans le carcan d'une dogmatique et dans le simplisme de la propagande - comme le fit naguère l'Action française - pourront remonter jusqu'aux origines des concepts qu'ils utilisent et des principes auxquels ils font habituellement référence. Conception successorale du pouvoir politique, théorie de la souveraineté, symbolique de la couronne, relations du spirituel et du temporel, définition du métier de roi : les éclairages et les éclaircissements apportés par Jacques Krynen sont multiples et d'autant plus passionnants que l'histoire des idées politiques ne cesse d'être liée

au mouvement philosophique, mêlée aux croyances religieuses et mythiques, et replacée dans la dynamique des conflits de l'époque - entre philosophes et juristes notamment. Manifestement, la théorie du pouvoir monarchique n'est pas tombée du ciel comme un « bloc de constitutionnalité », mais procède de l'histoire vivante, intellectuelle et politique, de notre pays et de l'Europe de ce temps. Elle ne s'est pas non plus imposée comme une évidence, mais à travers maints débats et résistances. Elle était illuminée par une mystique religieuse qu'il est indispensable de connaître si l'on veut comprendre l'idée médiévale de la monarchie, mais qu'il serait absurde de singer aujourd'hui. Le mystère de la royauté capétienne n'est pas le mystérieux manipulé par quelques ésotérismes de pacotille. Il tient à l'amour que les Français ont longtemps porté à leurs rois. « L'étude de l'amour comme vertu politique reste à faire », conclut Jacques Krynen. C'est annoncer un nouveau livre. Nous aurons la patience de l'attendre, avec celui-ci.

Jacques BLANGY

(1) « Idéal du prince et pouvoir royal en France à la fin du Moyen Age » - Éd. Picard, 1981 - prix franco 175 F.
(2) Nous souhaitons publier un entretien avec le professeur Krynen, que nous n'avons pas (encore) pu réaliser, sur le livre ici évoqué : « L'Empire du roi, idées et croyances politiques en France, XIII^e-XV^e siècle » - Gallimard, 1993 - prix franco : 225 F.

Pour TOUS vos achats de livres faites appel à notre service librairie !

Grandeur de Jacques Maritain

Ce mois de février, plusieurs manifestations (exposition, conférences, débats) qui coïncident avec des publications importantes permettront à un nouveau public de faire connaissance avec un penseur dont le nom certes est resté, mais dont l'oeuvre semble, pour la plupart, s'être perdue dans le sable des controver-

ses passées. Jacques Maritain (1882-1973) a, en effet, lié son nom à un courant de pensée, dit néo-thomiste, qui ne bénéficie même plus des faveurs de l'intelligentsia catholique. Pour beaucoup, la tentative de ranimer une pensée médiévale était promise d'avance à l'échec, parce qu'il est vain de penser hors du temps et des problématiques modernes. Cette objection n'impressionnait nullement Maritain, qui même dans ses moments de plus grande ouverture, à tous jours eu le sentiment de penser au-dessus du temps. Mais plus gravement, les objections sont venues de la part de théologiens et même d'un historien de la philosophie comme Étienne Gilson. Mettant en cause la constitution d'une philosophie séparée de la théologie, contrairement à saint Thomas chez qui la spéculation rationnelle est étroitement subordonnée à son objet qui est la révélation. Par ailleurs les théologiens catholiques, à la suite des Pères Chenu et Congar, ont paru, après guerre s'engager dans une voie où la catégorie « histoire » prenait le pas sur la catégorie « spéculation » : dans une conception dynamique du salut et de l'Église.

Malgré cela, le nom de Jacques Maritain ne s'est pas complètement effacé de la mémoire du catholicisme et du monde de la réflexion, parce qu'il a indubitablement laissé sa trace dans le siècle. François Mauriac a su, comme à son habitude, rendre le sentiment commun : « Je n'ai connu que chez Maritain un jugement toujours uni à une charité sans ombre ». Dans le *Bloc-notes* encore, cette vision du philosophe octogénaire, qui a fait retraite chez les petits frères du Père de Foucault après la mort de son épouse Raïssa : « Il est incroyablement le même : il a l'âge de son âme et il a aussi son aspect - s'il y a un aspect de l'invisible ! » (1). Il n'est écrit nulle part que l'influence du philosophe proprement dit ne ressurgira pas quelque jour ; le retour actuel de la philosophie médiévale à l'Université était-il prévisible il y a vingt ans ?

La commémoration Maritain de ce mois permettra de remettre l'homme dans son époque, en rappelant les faces multiples de sa personnalité et de son engagement. Le public disposera désormais de l'intégralité des oeuvres complètes (2). Une biographie paraîtra bientôt, sous la plume de Jean-Luc Barré (3). Je me permettrais d'insister ici sur le recueil d'études à propos de l'antisémitisme qu'a préfacé Pierre Vidal-Naquet. Le texte de ce dernier est d'autant plus intéressant qu'il émane d'un historien a priori très éloigné de Maritain, du moi du philosophe d'un monde conceptuel (sans drame).

par Gérard Leclerc



L'Etre selon Maritain était rebelle à l'angoisse. Aucune catégorie de la subjectivité ne devait brouiller la pure intellection du monde suprasensible. Et pourtant il n'ignore rien de la tragédie des hommes. Il a un pressentiment tel de son amplitude qu'il prophétise étonnamment la persécution qui va s'abattre sur le peuple juif. Il n'a aucun doute sur l'ampleur du massacre et n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser la responsabilité de tous ceux qui prêtent la main à la déportation. Ce n'est pas seulement parce qu'il a hérité de certains dons de son parrain Léon Bloy. C'est que très tôt, rendu sensible au mystérieux destin du peuple juif - Raïssa son épouse et Vera sa belle soeur, juives d'origine russe lui ont apporté le témoignage direct d'une famille fidèle au Dieu d'Israël : « La religion de mon grand-père, se rappelle Raïssa, était toute d'amour et de confiance, de joie et de charité ». Comment n'aurait-il pas été frappé par cette piété des hassidim qui ressemblait à celle que David a transcrite dans ses psaumes.

Seulement, Maritain doit se débattre avec l'indéniable antijudaïsme chrétien, dont il est imprégné lui-même à la suite des siècles d'ignorance et de mépris. Sans doute, a-t-il pris la défense de Dreyfus, alors que non converti, il était socialiste athée. Léon Bloy l'a mis sur la voie d'une autre conception avec son étonnant *Salut par les juifs*. Il était dans sa vocation de penseur chrétien de reprendre la question complètement, à partir du texte le plus important du Nouveau Testament sur le sujet, l'épître aux Romains de saint Paul. De mieux en mieux, il verra comment l'apôtre ne rejette nullement dans une éternelle réprobation le peuple de la promesse. Les dons de Dieu sont sans repentance : l'adoption et la gloire, et les alliances et la Loi, et le Culte, et les promesses, et les patriarches, et même la naissance du Christ selon la chair. Tout cela appartient irrévocablement à Israël. Sans conscience claire de l'importance de cette permanence de l'alliance, il n'y a aucune possibilité de dénouer jamais les racines de l'hostilité. Le Maritain qui veut saisir le sens

de la vocation du peuple juif dans la perspective du salut chrétien, se montre précurseur du grand tournant du concile Vatican II. Il a compris que la jalousie attisée par la revendication d'un même héritage ne pouvait disparaître au fond que si les chrétiens se comprenaient comme les héritiers de la même promesse donnée à Abraham et à Moïse et non comme des quatre *paters* exclusifs.

Cela change tout ! Pour l'admettre, il faut consentir à un abandon des fausses certitudes, endurcies par tous les préjugés du passé et du présent. Ainsi, Marcel de Corte, philosophe belge disciple de Maritain résiste des quatre fers. Il ne veut pas admettre cette lecture de Paul. Pour lui, c'est l'Église, véritable Israël qui s'est substituée à l'Ancien privé désormais de toute prérogative et réduit à un simple agrégat humain, une réalité naturelle qu'en bon antisémite il voit quand même grevée d'un « germe secrètement méprisable ». Sans doute repousse-t-il toute politique raciste, mais sa solution de repli sur le ghetto inspirée par la cité médiévale est lourde de menaces. Maritain démolit avec force ces objections, et du coup il trace la seule voie possible pour les chrétiens, celle à laquelle ils devront se rendre à l'épreuve de leurs fautes historiques et de l'avancée décisive d'une réflexion sanctionnée par un Concile.

Jacques Maritain « L'impossible antisémitisme » précédé de « J. Maritain et les Juifs » par Pierre Vidal-Naquet, Desclée de Brouwer, prix franco : 125 F.

(1) « Bloc-Notes », Le Seuil.

(2) Jacques et Raïssa Maritain « Oeuvres complètes », Éditions Universitaires de Fribourg et Éditions Saint Paul - 14 volumes.

(3) Jean-Luc Barré « Les Mendians de Dieu », Éditions Stock.

Armoise...

Né en 1972, Christophe Bataille a, l'an passé, obtenu pour « Annam » deux prix très convoités, celui du Premier roman et celui des Deux Magots.

Publiant, cet automne, « Absinthe », il a figuré sur les listes de sélection des principaux prix littéraires, dont le Goncourt.

Liqueur verte aromatisée, l'absinthe fut longtemps considérée comme la fée des guinguettes et des poètes. Poussant dans les vallons et les garrigues, la gentiane était destinée à la préparation de l'enivrante boisson. N'affirmait-on pas qu'en 1871 les soldats français suçaient ses pétales. A chacun, l'alcool offrait l'espérance d'un monde meilleur.

Distillateur des collines, José apparaissait comme un magicien. Bulbes, pipettes, flasques et alambics meublaient l'antre de cet alchimiste des temps modernes.

Mais, dès 1906, sous prétexte de préserver l'ordre public, les propositions de loi se multiplièrent en vue d'interdire la fabrication, la commercialisation et la consommation du délicieux breuvage. Paris vécut de folles années et à la fin de la guerre, on avait oublié l'armoïse.

Recréant par la magie des mots une époque révolue, ressuscitant les fantômes du passé, magnifiant le personnage de José, Christophe Bataille a signé ici un beau roman, modèle de sobriété.

L'un de ces livres, précieux entre tous, qui respire « la tristesse des cours d'eau oubliés ».

Michel TACK

Christophe Bataille - « Absinthe » - Éditions Arléa, Paris, 1994, 126 pages, prix franco : 95 F.

Morny, roi du second Empire

Si vous souhaitez savoir comment on s'y prenait au XIX^e siècle pour bâtir une jolie fortune, alors lisez le très intéressant ouvrage de Claude Dufresne sur le duc de Morny.

L'instabilité politique de la France au siècle passé a beaucoup inquiété les milieux d'affaires. D'où le besoin que ces messieurs avaient de se ménager des amitiés politiques dans tous les partis.

Le duc de Morny - en fait Auguste Demorny - a eu la chance de naître au cœur de la France politique : par sa mère - la femme de Louis Bonaparte, roi de Hollande - il était un peu de la Famille Impériale ; par son père, le comte de Flahaut, lui-même fils naturel de Talleyrand et de la comtesse de Flahaut, la France royaliste - surtout orléaniste - lui ouvrira ses salons.

Avec habileté, car il est tout sauf un imbécile, Morny saura naviguer à merveille au milieu de monde (le tout-Paris en formation) (1). Grâce à la complicité de la comtesse Le Hon, sa maîtresse qu'il ravira de haute lutte aux bras du prince royal Ferdinand, duc d'Orléans, Morny conservera toujours la complaisante bienveillance de la Reine.

Morny fut parmi les premiers à pressentir la chute de Louis-Philippe bien que ne comprenant pas que la monarchie de juillet allait périr par peur du suffrage universel (lui-même, député du Centre, n'en voulait pas). La révolution de 1848 va frapper Morny au cœur de son ascension tant politique que financière. Alors, pour

sauver sa carrière, il va se tourner vers son demi-frère, le prince Louis-Napoléon Bonaparte, nouvellement élu Président de la République. Avec génie, Morny saura préparer et exécuter de main de maître le coup d'État du deux-décembre.



Car l'homme est fin politique. Président du corps législatif, il saura conseiller avec justesse Napoléon III, lui suggérant, par exemple, de

rechercher l'alliance de la Russie pour contenir l'ascension de la Prusse et contrecarrer l'attitude hostile de la Grande-Bretagne. Il saura aussi, grâce à ces talents de diplomate, se concilier les bonnes grâces des souverains les plus opposés aux Bonaparte (le Roi des Belges, le Tsar de Russie, ...). On peut remarquer enfin qu'il sera un des principaux inspirateurs de l'Empire libéral. Par contre, il dénoncera sans succès la politique de Napoléon III en Italie.

Après tout, la conclusion de tout ce qui précède pourrait être qu'à l'instar de son grand-

père Talleyrand, le duc de Morny a servi la France. Mais non, car il s'est servi de la France pour défendre ses intérêts personnels. La politique ne sera jamais qu'un moyen pour assouvir sa soif de richesses. Morny fut un affairiste de haut vol qui profita de sa position politique pour réaliser de juteuses affaires et des « coups financiers » (construction de lignes de chemin de fer, transformation de Paris, création de la station balnéaire de Deauville, affaires du Mexique, du canal de Suez...). « Me faire perdre de l'argent, c'est tuer la poule aux œufs d'or » dira-t-il. Voilà bien le cri du cœur !

Le duc de Morny mourra prématurément, usé par sa passion pour les femmes qui fut l'autre grande affaire de sa vie. Alors que la mort est proche, il n'aura sans doute qu'un regret : n'avoir pas été reconnu comme un prince à part entière de la Maison Impériale.

Claude Dufresne sait rendre son livre captivant, d'autant qu'il a utilisé des sources inédites. Il montre parfaitement que chez Morny, la passion de l'argent va devenir, au fil des ans, une drogue, un jeu permanent dont il ne pourra plus se passer. Et l'auteur réussit à faire du « Roi du Second Empire » un être parfois attachant ce qui, avouons-le, est un vrai tour de force !

Marc DESAUBLIAUX

(1) Lire sur ce sujet le livre d'Anne Martin-Fugier « La vie élégante ou la formation du tout-Paris (1815-1818) », Points Histoire 1993, Prix franco : 66 F.

Claude Dufresne « Morny, le roi du Second Empire », Jean Picollec, 1993, 361 pages, Prix franco : 170 F.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 8 février - Attentifs depuis plus de vingt ans à l'œuvre d'Edgar MORIN, nous avons le plaisir d'accueillir à nouveau ce chercheur, sociologue-historien-écrivain qui, avec « Mes Démon », vient de publier un livre inclassable que nous avons déjà présenté aux lecteurs de *Royaliste*. La complexité d'une pensée inscrite dans les grandes aventures scientifiques, intellectuelles et politiques de notre siècle s'éclaire dans l'amicale simplicité du dialogue que nous poursuivrons au cours de cette soirée.

● Mercredi 15 février - Professeur de sociologie, Dominique SCHNAPPER étudie depuis plusieurs années les politiques d'immigration et d'intégration et a publié des ouvrages majeurs sur ces questions. Dans un ouvrage récent, « La communauté des citoyens », Dominique Schnapper s'interroge sur l'idée moderne de nation, menacée par l'internationalisation des échanges et par le productivisme, mais aussi par le nationalisme. Aussi nous invite-t-elle à une redécouverte de la nation, grâce à une réflexion décisive qui nous concerne au plus haut point.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

PHOTOS

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992).

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco : format 10x15 : 16 F
format 13x18 : 30 F
format 20x30 : 58 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « Avec le comte de Paris, couronner la démocratie ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « Des Bastilles restent à prendre ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 2 ex. : 10 F - 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « *Royaliste* », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1994, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

Le 14^e Congrès des adhérents de la NAR aura lieu à Paris les 11 et 12 février prochain. Les thèmes retenus cette année pour le travail des commissions sont : « *Activité, emploi et rémunération* » et « *État laïc et religions en France* ». Rappelons que le Congrès est ouvert à tous les adhérents à jour de leurs cotisations. Il n'est pas trop tard pour adhérer à la NAR si vous désirez participer aux travaux du Congrès.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- ◆ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ◆ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ◆ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut
- ◆ Double cœur vendéen (Vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.
- ◆ Armoiries de Jeanne d'Arc (émail or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ◆ Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond bleu) - 10 mm de haut.
- ◆ Grandes armes de France (émail or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ◆ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ◆ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

Regroupant par thème des articles parus dans « *Royaliste* », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « *Royalisme, royalistes et royauté* », « *Immigration et citoyenneté* », « *Éducation* », « *Écologie* », « *Islam et Maghreb* » et « *Corse* ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « *La N.A.R. en textes* » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

ABONNEMENTS D'ESSAI

Quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez votre carnet d'adresses et envoyez-nous les coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « *Royaliste* ».

Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Aidez-nous en adhérant à la N.A.R. !

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Des hommes de petites vertus

Chacun l'aura remarqué : le climat de corruption politique généralisée est propice aux élans vertueux, et les maîtres-moralisateurs dissertent dans ce casino qu'est devenue l'économie mondiale. La contradiction est troublante. Elle finira par révolter tant il y a d'hypocrisie et d'imposture dans les discours bien-pensants. Pour briser la soumission résignée à ceux qui assurent qu'il n'y a pas d'autre système possible que le libéralisme à tout-va, ni d'autre candidat crédible que le mieux habillé, il faut commencer par dissiper quelques confusions majeures.

Ainsi, depuis dix ans, nous entendons les économistes libéraux nous vanter les bienfaits de l'austérité, qui nous permettrait d'entrer dans le « vertueux » système de l'inflation nulle, du franc fort, des excédents du commerce extérieur et de l'équilibre du budget. Ce sont là les critères d'une gestion parmi d'autres, ordonnés à des règles d'efficacité qui sont étrangères à la loi morale, et inspirés par une idéologie qui récuse radicalement les vertus - tant privées que publiques. M. Balladur ne saurait ignorer que le libéralisme dont il se réclame tient le principe de justice sociale pour une illusion, et cet homme courtois sera sincèrement peiné d'apprendre que la moralité « libérale » enseigne que les vices privés sont des vertus publiques - du moins chez les gens de bien qui ont du bien (1). Il n'est donc pas étonnant que l'idéologie dominante contredise en tous points ce que la morale politique ne

cesse d'exiger : le respect de la personne humaine, le souci de la dignité de chacun, la sûreté qui découle de droits reconnus et garantis - au travail, au logement...

Le discours politique sur la vertu n'est pas plus acceptable. Je ne songe pas seulement aux regrets de circonstances qui accompagnent la révélation des turpitudes financières de la classe dirigeante. Nul n'est dupe



de ce petit jeu, alors que beaucoup de citoyens se laissent encore impressionner par l'apparente vertu de personnalités telles que Jacques Delors et Édouard Balladur. Sans faire l'apologie du débraillé et de la grossièreté verbale, faut-il rappeler que le col romain ne fait pas l'évêque et que don Juan s'endettait auprès de son tailleur ? Plus sérieusement, la morale catholique que M. Balladur médite en sortant de la messe n'enseigne pas une abstraction, mais des vertus en acte, adéquates à leur point d'application, jamais séparées des circonstances et ordonnées à des fins.

De notre point de vue laïc, je renvoie le Premier ministre à ses propres références (2) - que je n'évoquerais pas s'il ne faisait pas étalage de sa pratique religieuse. Or il me semble que ses propagandistes, et peut-être lui-même, confondent le vertueux et l'inerte. La vertu de justice est active, ou elle n'est rien. Elle suppose que la force (autre vertu cardinale) soit mise au service du droit. Qu'on cesse de nous faire croire que la politesse et d'autres qualités appréciables dans les relations privées, désignent l'homme d'État. L'élection présidentielle est un choix politique, qui nous fait désigner la personne qui exercera le pouvoir politique selon les exigences (morales) de la justice et de la liberté. Les qualités et les vertus privées viennent en second, et ne sauraient être considérées comme des critères de capacité et de légitimité, sauf dans le cas précis où le débordement des passions (l'ivrognerie d'un chef d'État par exemple) altère l'exercice des responsabilités politiques.

Cela signifie, par exemple, qu'un chef de gouvernement, mari fidèle et ami délicieux, qui fait voter des lois empêchant une vie familiale normale (pour certains immigrés) et restreignant impitoyablement le droit d'asile, ne remplit pas ses devoirs d'état et doit être jugé sur cette carence politique. Cela signifie qu'un candidat qui tolère la violence sociale (l'exploitation, l'exclusion) tout en adoptant la posture moralisatrice du défenseur des « valeurs », n'est rien d'autre qu'un imposteur. Avis aux hommes de petites vertus...

Bertrand RENOUVIN

(1) Le Premier ministre pourrait lire avec profit le livre de Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel, *L'Enfer des choses*, Le Seuil, 1979.

(2) Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, I^a, II^e.